

Le 9 octobre pour un autre avenir !

Depuis l'année dernière, le gouvernement au service des plus riches, détricote peu à peu l'ensemble des droits sociaux collectifs, il :

- favorise les patrons d'entreprises et les actionnaires,
- casse la sécurité sociale,
- organise la refonte et la minoration des aides sociales,
- tente de supprimer la fonction publique et les services publics.

Tout cela en faisant croire que ce qui est bon pour les patrons serait bon pour les salarié-es et la population, et que pour travailler il suffit de traverser la rue !

En réalité, cette politique brise les solidarités, laisse une partie croissante de la population dans la précarité, tout en continuant d'accompagner la fuite en avant qui détruit notre environnement et renforce les catastrophes climatiques.

De la poudre aux yeux

Tandis qu'une nouvelle loi (PACTE) qui contient privatisations et droits supplémentaires pour les entreprises (et évidemment pas pour les salarié.es) se profile, le gouvernement veut nous faire croire qu'il lutte contre la misère par un plan pauvreté.

Le « plan misère », comme on devrait en réalité l'appeler, c'est : 2 milliards € par an pendant 4 ans pour 8 millions de personnes considérées comme pauvres en France, quand la disparition de l'impôt sur la fortune fait économiser 3 milliards par an aux 300 000 plus riches...

Et pour le plan santé : quasiment rien pour l'hôpital public ou pour les infirmier-es, la majorité va à la médecine libérale, dans la logique de la marchandisation de l'accès aux soins.

Augmentation du pouvoir d'achat ?

On nous parle d'augmentation du pouvoir d'achat par la suppression de la taxe d'habitation, ou la défiscalisation des heures supps. Mais cette manière de « donner » du pouvoir d'achat sans augmenter les salaires, les revenus et les pensions a des conséquences :

- supprimer la taxe d'habitation ce sera moins de

moyens pour les services publics au niveau local, alors qu'ils bénéficient à tous et toutes,

- les heures supplémentaires bénéficient à ceux qui peuvent en faire (pas dans tous les secteurs et pas les femmes avec leur double journée !).

Et gare à ceux et celles au chômage ! La réforme de l'assurance chômage s'annonce comme une volonté de fliquer et de culpabiliser les personnes sans emplois, légitimant une baisse des droits. La mise en place d'un revenu « universel » d'activité, sera conditionné par l'acceptation de n'importe quel travail pour les personnes en difficulté !

Et pourtant les richesses existent

D'autres politiques sont possibles et peuvent être financées ! Les profits des grandes entreprises bénéficient toujours plus aux actionnaires (56 milliards distribués, +12 % en 2016) la fraude fiscale des plus riches et des grands groupes augmente (actuellement 80 à 100 milliards d'euros par an). Mais le gouvernement préfère baisser les APL, faire stagner ou reculer les minimas sociaux, les salaires des fonctionnaires et les retraites... bref, taper encore et toujours sur les mêmes.

Pour Solidaires réduire la pauvreté, c'est :

- Augmenter les salaires et partager le travail pour que toutes et tous y aient accès
- Un SMIC à 1700 euros net et la hausse immédiate de tous les salaires de 400 euros mensuel
- L'augmentation des minimas sociaux et des pensions !
- Développer les services publics, l'hôpital public, l'éducation, la culture...

le 9 octobre
en grève et en manifestation
10 h place de la
gare de Grenoble